

853.7	81.9	771.8
834.8	89.4	745.4
868.2	98.6	769.6
910.9	101.5	809.4
934.5	112	822.5
973	120.5	852.5
993.7	132.6	861.1
1,039.20	140.1	899.1
1,119.10	144	975.1
1,173.00	157.4	1,015.60
1,210.10	170.5	1,039.60
1,299.20	189.8	1,109.40
1,469.20	253.6	1,215.60

# Principales statistiques sur le financement des petites entreprises



Décembre 2006



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Canada

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser aux :

Éditions et Services de dépôt  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone (sans frais) : 1-800-635-7943 (au Canada et aux États-Unis)  
Téléphone (appels locaux) : 613-941-5995  
ATS : 1-800-465-7735  
Télécopieur (sans frais) : 1-800-565-7757 (au Canada et aux États-Unis)  
Télécopieur (appels locaux) : 613-954-5779  
Courriel : [publications@tpsgc.gc.ca](mailto:publications@tpsgc.gc.ca)  
Site Web : [www.publications.gc.ca](http://www.publications.gc.ca)

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec la :

Section des services du multimédia  
Direction générale des communications et du marketing  
Industrie Canada  
Pièce 264D, tour Ouest  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : 613-948-1554  
Télécopieur : 613-947-7155  
Courriel : [production.multimedia@ic.gc.ca](mailto:production.multimedia@ic.gc.ca)

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web ([www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca))

#### **Autorisation de reproduction**

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans la présente publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à [copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca)

N° de catalogue lu185-4/2006F-PDF  
ISBN 0-662-72844-0  
60139

Also available in English under the title *Key Small Business Financing Statistics*.



## Table des matières

---

- 3 Avant-propos
- 4 Qu'est-ce qu'une PME?
- 5 Points saillants
- 8 Introduction
- 9 **Marché des PME**
  - 9 *Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?*
  - 10 *Quelle est la répartition des PME selon le secteur et la taille de l'entreprise?*
- 12 **Activité de financement des PME**
  - 12 *Combien de PME demandent un financement par emprunt?*
  - 13 *Quels sont les principaux établissements de crédit assurant le financement par emprunt des PME?*
  - 15 *Combien de PME ont recours au financement par crédit-bail?*
  - 17 *Quels sont les principaux établissements qui assurent le financement par crédit-bail des PME?*
  - 18 *Quelles sont en général les entreprises qui cherchent un financement par capital de risque et combien de PME ont demandé un financement par capitaux propres?*
  - 19 *Quel est le montant de l'investissement informel fourni aux PME canadiennes?*
  - 20 *Quel est le montant du financement par capital de risque fourni aux entreprises canadiennes?*
- 22 **Accès au financement**
  - 22 *Quelles sont les sources de financement utilisées par les PME à leurs différents stades de développement?*
  - 25 *Comment les PME s'y prennent-elles pour obtenir un financement par emprunt?*
  - 26 *Quels sont les documents et les types de garanties exigés par les établissements financiers?*

27	<b>Structure financière</b>
27	<i>Quelle est la structure financière des PME?</i>
28	<b>Caractéristiques des propriétaires et de la situation financière des PME</b>
28	<i>Tendances démographiques dans l'entrepreneuriat canadien</i>
31	<i>Femmes entrepreneures</i>
32	<i>Jeunes entrepreneurs</i>
33	<i>Entrepreneurs membres d'une minorité visible</i>
34	<b>Annexe : Tableaux récapitulatifs</b>

## Avant-propos

---

Le rapport intitulé *Principales statistiques sur le financement des petites entreprises* est un document de référence qui donne une idée du financement des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes. Il fait partie d'une série d'études préparées dans le cadre du Programme de recherche sur le financement des PME (PRF PME), qui est le fruit d'un partenariat entre Industrie Canada, Statistique Canada et le ministère des Finances Canada.

On trouvera des renseignements détaillés sur le financement des PME au Canada et une analyse plus complète dans le rapport intitulé *Le financement des petites et moyennes entreprises au Canada, 2003*. Il existe d'autres documents qui décrivent le profil de propriétaires d'entreprises particuliers (p. ex., les femmes, les membres des minorités visibles et les jeunes), des rapports de recherche qui étudient l'accès au financement de certains types de PME (p. ex., les lacunes au chapitre de l'accès au financement pour les exportateurs, les entreprises fondées sur le savoir et les entreprises novatrices) et une foule de tableaux de données sur le financement par emprunt, par crédit-bail ou par capitaux propres.

Le Programme de recherche sur le financement des PME a été mis sur pied pour donner suite à une recommandation formulée en 1998 par le Groupe de travail sur l'avenir du secteur des services financiers canadien. Il répond à un double objectif : recueillir des données afin d'aider à mieux comprendre les problèmes auxquels se heurtent les PME en quête de financement au Canada et, par le fait même, fournir l'information voulue aux responsables des politiques. Le programme réunit l'information provenant des enquêtes de Statistique Canada et des travaux de recherche portant sur des créneaux de financement des PME, en particulier l'accès au capital de risque ainsi que le comportement et les perceptions des établissements financiers. Industrie Canada est tenu de faire rapport régulièrement sur le financement des PME au Canada devant le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes.

On trouvera de plus amples renseignements concernant le Programme de recherche sur le financement des PME et l'accès aux résultats et aux rapports statistiques sur notre site Web, à l'adresse suivante : [www.pme-prf.gc.ca](http://www.pme-prf.gc.ca).

## Qu'est-ce qu'une PME?

Dans le présent rapport, la définition utilisée par l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* a été retenue pour définir les petites et moyennes entreprises – c'est-à-dire des entreprises :

- comptant moins de 500 employés;
- dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 50 millions de dollars.

En sont exclues les entreprises non constituées en personne morale ayant un chiffre d'affaires inférieur à 30 000 \$, les organisations à but non lucratif, les organismes publics, les écoles, les hôpitaux, les filiales, les coopératives et les sociétés de financement et de crédit-bail.

Les statistiques sont présentées ici au niveau de l'entreprise – définie comme une entité commerciale qui dirige et contrôle les ressources et activités de son exploitation au Canada et dispose d'une série complète d'états financiers. D'autres publications présentent les données au niveau de l'établissement – soit la plus petite unité ou le plus petit regroupement pour lequel des données sont publiées.

Depuis 2000, l'*Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises* retient une autre définition, proposée par l'Association des banquiers canadiens, selon laquelle les entreprises ayant des autorisations de prêts (soit le montant maximum que l'entreprise est autorisée à emprunter) inférieures à 1 million de dollars sont considérées comme des PME.

L'utilisation de deux définitions différentes limite les comparaisons entre les deux enquêtes. À ce jour, le PRF PME n'a guère observé de corrélation entre la taille de l'entreprise (nombre d'employés) et le montant des autorisations. Toutefois, il continuera d'analyser d'autres méthodes pour comparer les données produites à partir de la définition utilisée par l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* avec celles produites à partir de la définition relative aux autorisations de prêts et les rapprocher.

On trouve plusieurs définitions des PME. Celles-ci peuvent être classées selon leur taille évaluée en fonction du nombre d'employés, du chiffre d'affaires annuel, des recettes annuelles ou de la capacité d'emprunt. Le présent rapport définit les PME en fonction du nombre d'employés et des recettes annuelles.

Cette définition correspond assez bien aux autres définitions des PME partout dans le monde. Ainsi, l'Union européenne définit les PME comme étant des entreprises qui comptent moins de 250 employés et ont un chiffre d'affaires annuel ne dépassant pas 50 millions d'euros (environ 79 millions de dollars canadiens) ou dont le bilan annuel total ne dépasse pas 43 millions d'euros (68 millions de dollars canadiens).

Aux États-Unis, la Small Business Administration définit les petites entreprises comme étant des entreprises indépendantes comptant moins de 500 employés. Toutefois, à la différence de l'Union européenne et du Canada, qui ont des définitions simples s'appliquant à toutes les industries, les États-Unis ont choisi d'établir des normes relatives à la taille pour chaque catégorie du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Cette variante est destinée à mieux rendre compte des différences entre les industries. Les tailles les plus courantes pour différencier les entreprises moyennes des grandes entreprises sont :

- 500 employés dans la plupart des industries d'exploitation minière et du secteur de la fabrication;
- 100 employés dans les industries du commerce de gros.

## Points saillants

---

### Marché des PME en 2004

- Selon la définition énoncée à la section « Qu'est-ce qu'une PME? », le Canada comptait plus de 1,4 million de PME en 2004<sup>1,2</sup>.
- Près des deux tiers (66 %) de ces PME évoluaient dans le secteur des services, les autres étant réparties entre le secteur manufacturier (22 %) et le secteur des ressources naturelles (12 %).
- La répartition des PME selon la taille de l'entreprise (c'est-à-dire le nombre d'employés) varie considérablement d'un secteur à l'autre. Ainsi, les entreprises du secteur des services et du secteur des ressources naturelles sont habituellement plus petites (de 0 à 4 employés) que celles du secteur manufacturier, dont la répartition selon la taille de l'entreprise est plus uniforme.

### Activité de financement des PME

#### *Emprunt commercial*

- En 2004, près d'un cinquième (19 %) des PME ont présenté une demande d'emprunt nouvelle ou supplémentaire auprès d'un établissement de crédit pour des raisons d'affaires. Dans 81 % des cas, ces demandes ont été approuvées.
- Les banques à charte sont les principaux établissements de crédit finançant les PME, avec 63 % des demandes d'emprunt. Par comparaison, les caisses populaires et les coopératives d'épargne et de crédit ont reçu 23 % des demandes.

#### *Crédit-bail*

- En 2004, 3 % des PME ont fait des demandes de financement par crédit-bail, dont 96 % ont été approuvées.
- Au 31 décembre 2004, la majorité (81 %) des contrats de crédit-bail avaient été accordés par des sociétés de financement et de crédit-bail. Les banques canadiennes avaient obtenu moins d'un cinquième (14 %) du marché du crédit-bail à cette date.

---

1. D'après le Registre des entreprises de Statistique Canada, le Canada comptait 2,2 millions d'établissements commerciaux en juin 2005. Les établissements commerciaux sont la plus petite unité ou le plus petit regroupement pour lequel des données sont publiées; par conséquent, une entreprise peut être constituée de nombreux établissements situés dans différentes provinces.

2. En 2004, la méthode d'enquête a été modifiée pour exclure de la stratégie d'échantillonnage les entreprises qu'il était impossible de localiser ou de contacter. Par conséquent, les estimations de population pour les PME ont été rajustées par rapport aux résultats des enquêtes de 2000 et de 2001.

### **Financement par capitaux propres**

- Bien que seulement 1 % des PME aient fait appel au financement par capitaux propres en 2004, 46 % de celles qui en avaient fait la demande ont reçu un financement d'investisseurs extérieurs.
- Les sociétés de capital de risque fournissent des capitaux essentiels aux entreprises ayant un fort potentiel de croissance. En 2004, ces sociétés ont investi 1,8 milliard de dollars dans 603 entreprises au Canada.

### **Accès au financement**

- En 2004, tous les types de PME ont eu recours à des instruments de financement traditionnels, comme les marges de crédit (50 %) et les prêts commerciaux (44 %) d'établissements financiers, pour financer leurs activités. Les PME avaient également tendance à utiliser des sources informelles de financement, comme les épargnes personnelles des propriétaires d'entreprise (57 %), les bénéfices non répartis (54 %) et les cartes de crédit personnelles des propriétaires (50 %).
- Par ailleurs, les PME en démarrage ont plutôt fait appel à des sources de financement informelles comme les épargnes personnelles (77 %); toutefois, 45 % de ces entreprises ont eu recours au financement traditionnel, comme les emprunts commerciaux auprès d'établissements financiers, ce qui est comparable à la proportion d'entreprises établies qui ont utilisé ces mécanismes de financement.
- En 2004, la majorité des propriétaires de PME (64 %) ayant demandé un financement par emprunt à un établissement financier se sont rendus personnellement dans une succursale ou se sont entretenus avec leur directeur de compte pour discuter de leur dossier; 29 % ont présenté leur demande par téléphone et 4 %, par Internet.

### **Structure financière**

- Les sources d'emprunt informelles (p. ex., prêts de particuliers et crédit commercial de fournisseurs) jouent un rôle tout aussi important que les sources traditionnelles dans la structure financière des PME.
- En 2004, environ deux tiers (66 %) des emprunts en cours des PME avaient été contractés auprès d'une source de financement informelle.

## Caractéristiques des propriétaires et de la situation financière des PME

### *Femmes entrepreneures*

- En 2004, les femmes entrepreneures avaient moins tendance que les hommes à s'adresser à des établissements financiers pour obtenir du financement (taux de demande de 13 % pour les femmes par rapport à 17 % pour les hommes).
- Les femmes entrepreneures qui ont présenté une demande d'emprunt étaient légèrement moins nombreuses que les hommes à voir leur demande approuvée (taux d'approbation de 74 % pour les femmes par rapport à 82 % pour les hommes). La recherche indique que ces résultats sont davantage liés au secteur dans lequel elles évoluent qu'à leur sexe.

### *Jeunes entrepreneurs*

- Le taux de demande d'emprunt des PME appartenant à des jeunes est légèrement plus élevé que celui des propriétaires de PME de plus de 40 ans (21 % par rapport à 18 %); toutefois, le taux d'approbation des demandes des jeunes entrepreneurs est similaire à celui des autres catégories d'âge, ce qui constitue une légère amélioration par rapport à 2000.

### *Entrepreneurs membres d'une minorité visible*

- Bien que la demande de financement des propriétaires de PME membres d'une minorité visible ait été similaire à celle des autres propriétaires, les premiers avaient beaucoup moins de chances de voir leur demande de financement approuvée (71 % par rapport à 82 % pour les autres PME), ce qui peut être davantage lié au secteur dans lequel ils se concentrent qu'à leur origine ethnique.



# Introduction

Le présent rapport brosse un tableau du financement des petites et moyennes entreprises (PME) au Canada relativement à trois types de financement (par emprunt, par crédit-bail et par capitaux propres) selon la région, le secteur, la taille de l'entreprise et son stade de développement.

Le rapport comprend cinq parties :

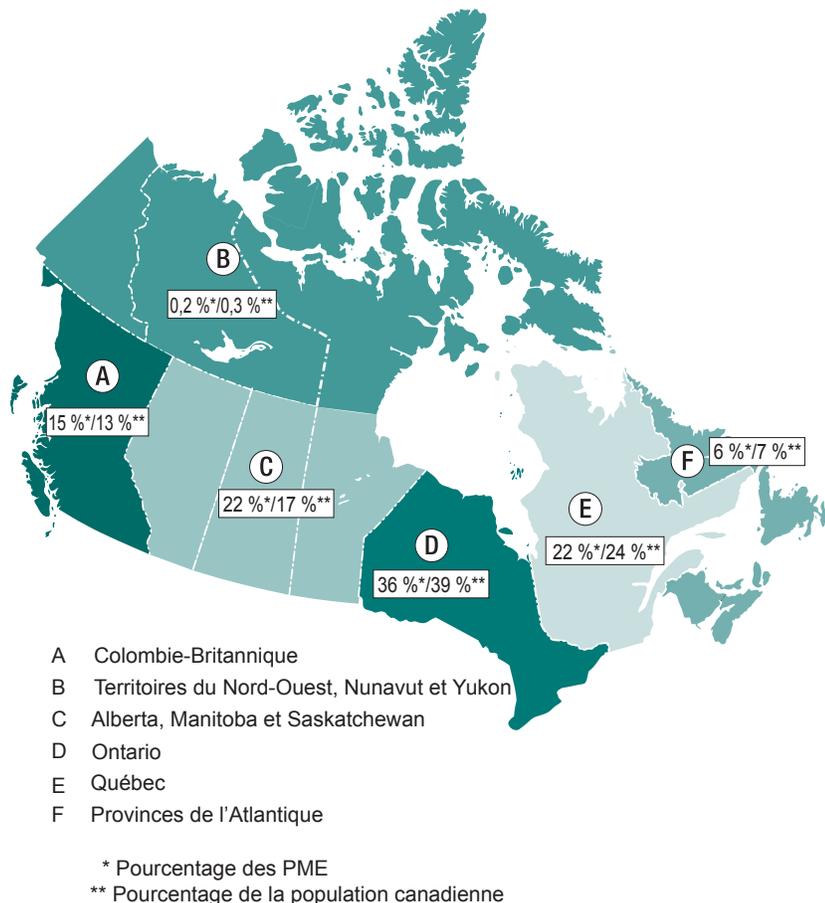
- la partie **Marché des PME** décrit la répartition des PME selon la région, le secteur et la taille de l'entreprise;
- la partie **Activité de financement des PME** décrit la demande de financement – c'est-à-dire le nombre de demandes présentées et d'approbations obtenues relativement à trois types de financement (par emprunt, par crédit-bail et par capitaux propres) –, de même que le montant du financement obtenu;
- la partie **Accès au financement** explore les types d'instruments de financement auxquels les PME ont recours ainsi que les conditions qui leur ont été consenties;
- la partie **Structure financière** décrit la structure financière des PME en 2004.
- la partie **Caractéristiques des propriétaires et de la situation financière des PME** examine le profil et les caractéristiques de financement des tendances observées dans trois groupes d'entrepreneurs canadiens – femmes, jeunes et minorités visibles.

# Marché des PME

## Combien y a-t-il d'entreprises au Canada?

En 2004, le Canada comptait environ 1,4 million de petites et moyennes entreprises (PME). L'emplacement de ces entreprises est principalement régi par la densité de population et par d'autres facteurs tels que la concentration sectorielle. La figure 1 compare la répartition des PME selon la région à la répartition de la population par région, au Canada en 2004. Elle montre que la répartition des PME est relativement proportionnelle à la répartition globale de la population, avec 58 % des entreprises implantées en Ontario et au Québec, soit une répartition similaire à celle de 2000.

Figure 1 : Répartition des PME par région en 2004



Sources : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004; Statistique Canada, information sur les PME tirée du recensement, 2004.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

## Quelle est la répartition des PME selon le secteur et la taille de l'entreprise?

---

### Secteur

Selon les données du PRF PME, en 2004, les petites entreprises (celles qui comptent moins de 100 employés) représentaient la grande majorité (99,7 %) des PME au Canada. Il y avait 3 333 entreprises moyennes (comptant plus de 100 employés, mais moins de 500) – soit 0,3 % des PME.

En 2004, près des deux tiers des PME (66 %) évoluaient dans le secteur des services, les autres étant réparties entre le secteur manufacturier (22 %) et le secteur primaire (12 %) (voir le tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des PME par secteur en 2004

SECTEUR	Nombre de PME	Proportion de PME (%)
Agriculture et secteur primaire	161 949	12
Fabrication	65 094	5
Commerce de gros et de détail	210 960	16
Services professionnels	161 232	12
Industrie du savoir	77 750	6
Tourisme	110 545	8
Autres secteurs	569 818	42
<b>Total – Canada</b>	<b>1 357 348</b>	<b>100</b>

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

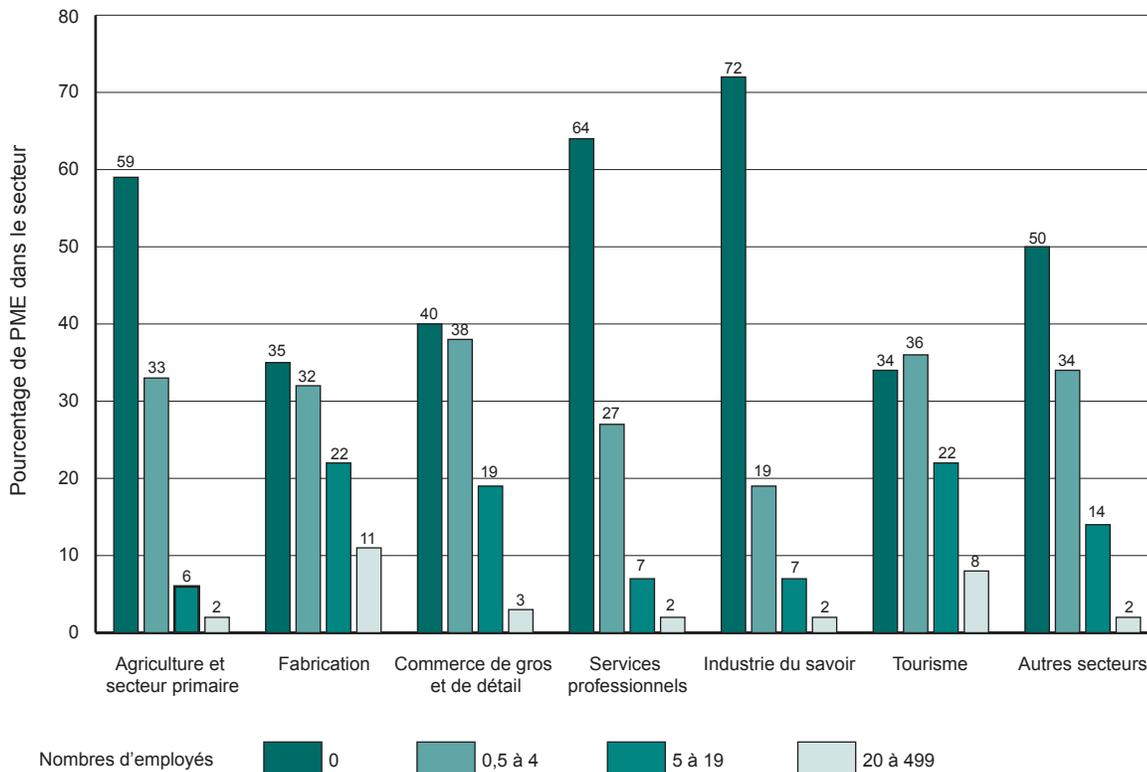
Note : La catégorie « Autres secteurs » comprend la construction, les transports, l'entreposage et les services de messagerie, les industries culturelles et de l'information, l'immobilier, la location et le crédit-bail, les services administratifs et de soutien, la gestion des déchets et les mesures correctives, les services sociaux et de soins de santé, les arts, les spectacles et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration et les autres services.

## Taille

La répartition des PME selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés) varie considérablement d'un secteur à l'autre. La figure 2 montre la répartition des PME selon la taille et le secteur. Le secteur agricole et primaire ainsi que le secteur des services professionnels et celui du savoir regroupent habituellement des entreprises dirigées par un travailleur autonome (0 employé) ou des micro-entreprises (de 0,5 à 4 employés). En revanche, le secteur de la fabrication, celui du commerce de gros et de détail ainsi que celui du tourisme comptent un pourcentage plus élevé d'entreprises un peu plus grosses (de 5 à 19 employés) que les autres secteurs.

La relation entre la taille de l'entreprise et le secteur est importante pour analyser les défis liés à l'accès au financement. Le secteur d'activité peut aussi influencer la propriété de certaines catégories d'entreprises. Par exemple, le pourcentage élevé de travailleurs autonomes dans le secteur agricole peut influencer sur la structure financière des entreprises de ce secteur.

Figure 2 : Répartition des PME selon le nombre d'employés et le secteur en 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

# Activité de financement des PME

## Combien de PME demandent un financement par emprunt?

En 2004, près d'un cinquième (19 %) des petites et moyennes entreprises (PME) ont présenté une nouvelle demande d'emprunt ou une demande d'emprunt supplémentaire auprès d'un établissement de crédit pour des raisons d'affaires. Dans 81 % des cas, ces demandes ont été approuvées (voir le tableau 2). Les PME des provinces des Prairies sont celles qui, en 2004, affichent le taux le plus élevé de demandes de financement par emprunt, vraisemblablement parce que les entreprises agricoles – caractérisées par d'importants actifs et un faible ratio d'endettement à long terme – représentent une grande part de l'économie de la région.

Tableau 2 : Proportion de PME ayant demandé un prêt et taux d'approbation, selon la taille de l'entreprise, par secteur et par région, 2004

	Taux de demande (%)	Taux d'approbation (%)
<b>CANADA</b>	<b>19</b>	<b>81</b>
<b>Taille des PME (nombre d'employés)</b>		
0 employé	15	81
de 1 à 4 employés	21	83
de 5 à 19 employés	23	81
de 20 à 99 employés	33	81
de 100 à 499 employés	—	—
<b>Secteur</b>		
Agriculture et secteur primaire	32	92
Fabrication	21	64
Commerce de gros et de détail	18	78
Services professionnels	10	77
Industrie du savoir	13	71
Tourisme	19	73
Autres	18	83
<b>Région</b>		
Provinces de l'Atlantique	20	82
Québec	18	88
Ontario	15	77
Prairies	23	82
Colombie-Britannique	20	82
Territoires	15	78

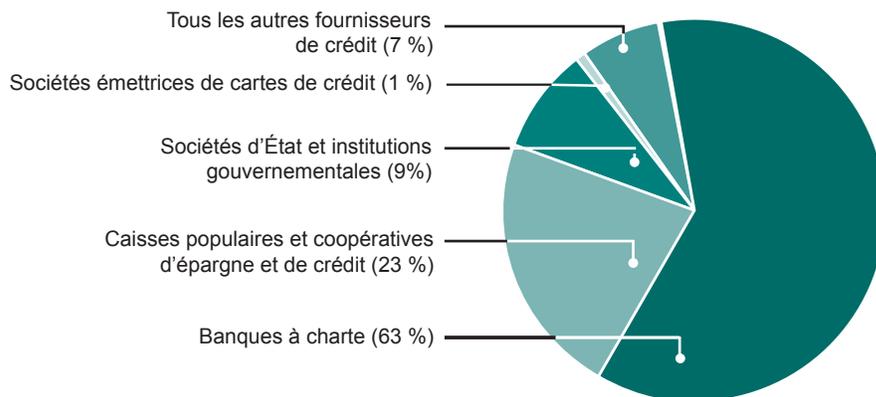
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.

## Quels sont les principaux établissements de crédit assurant le financement par emprunt des PME?

En 2004, les banques à charte étaient les principaux établissements de crédit assurant le financement des PME au Canada puisqu'elles recevaient 63 % de leurs demandes (voir la figure 3). Toutefois, les autorisations de petits montants (moins de 1 million de dollars) ne représentaient que 14 % de l'ensemble des prêts consentis par ces banques<sup>3</sup>. Les PME faisaient également appel aux coopératives d'épargne et de crédit et aux caisses populaires, principalement situées dans les provinces des Prairies et au Québec, respectivement. Ces établissements ont reçu 34 % des demandes de financement par emprunt dans les provinces des Prairies et près 40 % au Québec. En outre, bien que les banques canadiennes jouent un rôle important dans le financement des PME, les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires se concentrent davantage sur les autorisations des petits prêts commerciaux (autorisations de moins de 250 000 \$). En 2004, les coopératives d'épargne et de crédit et les caisses populaires occupaient près du tiers (29 %) du marché des autorisations de moins de 250 000 \$ (voir la figure 4), comparativement à 23 % du marché de l'ensemble des autorisations aux PME.

Figure 3 : Pourcentage de demandes totales de prêts par type de fournisseur en 2004

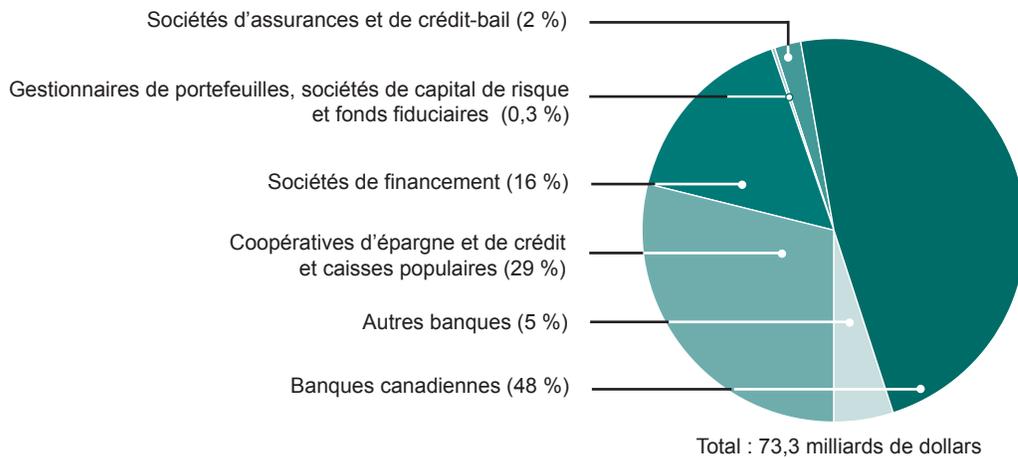


Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

3. Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2004.

Figure 4 : Prêts commerciaux inférieurs à 250 000 \$ autorisés, selon le fournisseur de financement, au 31 décembre 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2004.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

Le financement par crédit-bail a progressé au Canada, en particulier sur le marché du financement reposant sur l'actif<sup>4</sup>, puisqu'il offre une méthode de financement externe autre que les prêts bancaires et les capitaux propres. Selon un rapport commandé par l'Association canadienne de financement et de location, les PME éprouvent de la difficulté à obtenir une garantie pour leurs emprunts ou leurs capitaux propres étant donné qu'elles n'ont guère d'actifs à offrir en garantie pour les emprunts auprès d'intermédiaires financiers traditionnels comme les banques, et que les marchés des actions sont rarement organisés pour fournir des capitaux aux petites entreprises<sup>5</sup>. En outre, la souplesse des paiements de crédit-bail permet aux petites entreprises de financer une grande partie, voire la totalité, du coût d'un actif. Elles sont ainsi en mesure de préserver d'autres instruments de financement, comme leur marge de crédit, pour financer d'autres besoins.

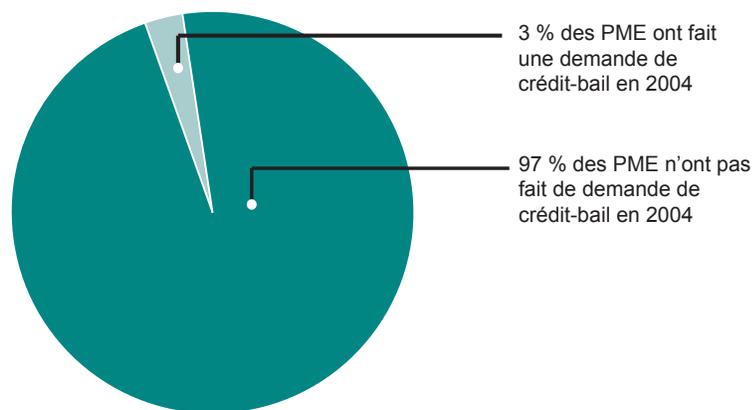
4. Le financement reposant sur l'actif est le financement de matériel (y compris les véhicules de service ou à usage commercial) au moyen d'un prêt garanti, d'un contrat de vente conditionnelle ou d'un bail.

5. Centre for Spatial Economics, *Asset-based Financing, Investment and Economic Growth*, rapport réalisé pour l'Association canadienne de financement et de location, décembre 2004.

## Combien de PME ont recours au financement par crédit-bail?

En 2004, 3 % des PME ont demandé du financement par crédit-bail (voir la figure 5); presque toutes ces demandes (96 %) ont été approuvées. Bien que le taux d'approbation du crédit-bail soit demeuré stable, à 96 % comparativement à 94 % en 2001, on observe une baisse du taux de demandes, qui a chuté de 7 à 3 % pendant la même période. Cette diminution peut refléter le ralentissement économique observé au cours de cette période.

Figure 5 : Pourcentage de PME ayant fait une demande de financement par crédit-bail en 2004

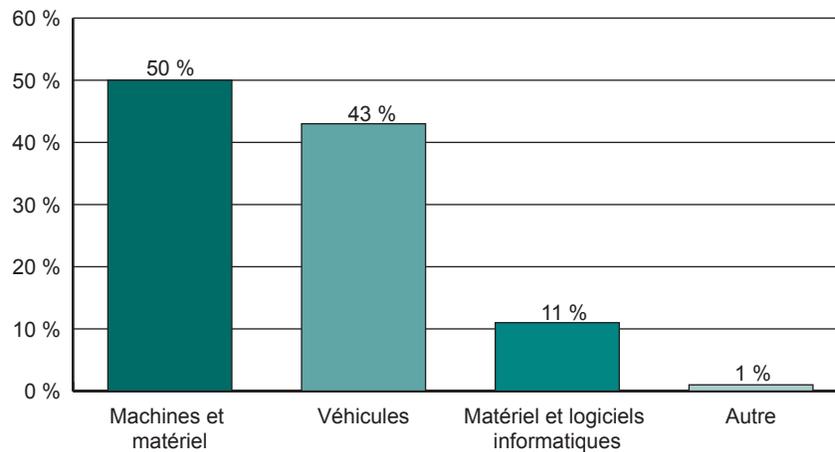


Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

D'après l'Association canadienne de financement et de location, le crédit-bail constitue le segment le plus important du financement reposant sur l'actif. En 2004, les PME ont eu recours au crédit-bail principalement pour financer des machines et du matériel comme les automobiles (50 %), les véhicules lourds (43 %), le matériel informatique et les logiciels (11 %) ainsi que d'autre matériel de production (voir la figure 6).

Au 31 décembre 2004, les entreprises des secteurs du transport et de l'entreposage avaient bénéficié de 21 % (7,3 milliards de dollars) des contrats de crédit-bail autorisés par tous les fournisseurs. Le secteur de la construction est arrivé au deuxième rang, avec 15 % (5,3 milliards de dollars). Ces trois secteurs sont ceux qui ont le plus recours à cette forme de financement, puisqu'ils représentaient en 2004 un peu plus du tiers des contrats de crédit-bail autorisés.

Figure 6 : Utilisation du financement par crédit-bail en 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

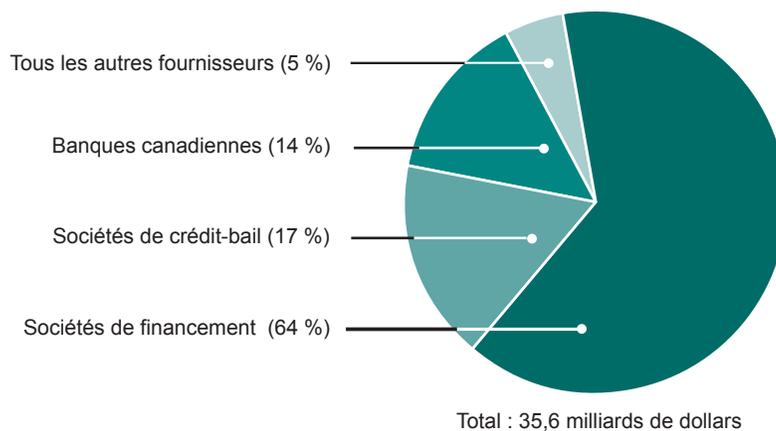
Note : Les chiffres ayant été arrondis, le total peut ne pas être égal à 100.

## Quels sont les principaux établissements qui assurent le financement par crédit-bail des PME?

En 2004, la valeur totale des contrats de crédit-bail autorisés à toutes les entreprises canadiennes (peu importe la taille) s'élevait à environ 36 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 12 % par rapport à 2000. Les sociétés de financement et de crédit-bail accaparaient la majorité (81 %) du marché du crédit-bail et les banques canadiennes en occupaient moins d'un cinquième (14 %) (voir la figure 7).

Par rapport à 2000, le marché du financement par crédit-bail est réparti différemment. Alors que la participation des banques canadiennes subit le contrecoup des restrictions imposées par la *Loi sur les banques* au crédit-bail mobilier – notamment pour les automobiles et les véhicules légers –, les sociétés de financement et de crédit-bail accroissent leur part du marché et deviennent un acteur de taille dans l'industrie du crédit-bail. Cette constatation corrobore celle de l'Association canadienne de financement et de location, selon laquelle l'industrie canadienne du crédit-bail est un secteur en pleine maturité où des intervenants de créneaux plus petits ou spécialisés ont pris de l'expansion, tandis que les grandes entreprises conservent un important avantage. Les entreprises de taille moyenne ont presque disparu par suite de ce regroupement<sup>6</sup>.

Figure 7 : Part du marché des baux commerciaux autorisés, selon le fournisseur de financement, au 31 décembre 2004



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2004.

6. Association canadienne de financement et de location, « Asset-Based Financing and Leasing: Canadian Market Overview », publié dans *World Leasing Yearbook*, 2005.

## Quelles sont en général les entreprises qui cherchent un financement par capital de risque et combien de PME ont demandé un financement par capitaux propres?

Les entreprises à forte croissance et celles du secteur du savoir développent généralement une idée, un concept ou un produit qui requiert une période d'incubation avant de générer des recettes et des profits. Ces entreprises sont aux prises avec des difficultés particulières pour obtenir un financement approprié en temps opportun, car elles n'ont pas suffisamment d'immobilisations corporelles pour garantir un emprunt à la banque ou d'autres types de financement par emprunt. Le capital de risque est souvent l'instrument de financement le plus approprié pour les PME à fort potentiel de croissance ou en démarrage, en particulier dans le secteur du savoir. La figure 8 illustre les taux de croissance types des PME. Le capital de risque peut provenir de plusieurs sources, notamment l'investissement de fonds appartenant à l'entrepreneur, les investissements de la famille et des amis (« l'argent de l'affection »), l'investissement privé informel par des particuliers nantis (investisseurs providentiels), l'investissement de capital de risque et l'investissement par un premier appel public à l'épargne sur le marché boursier.

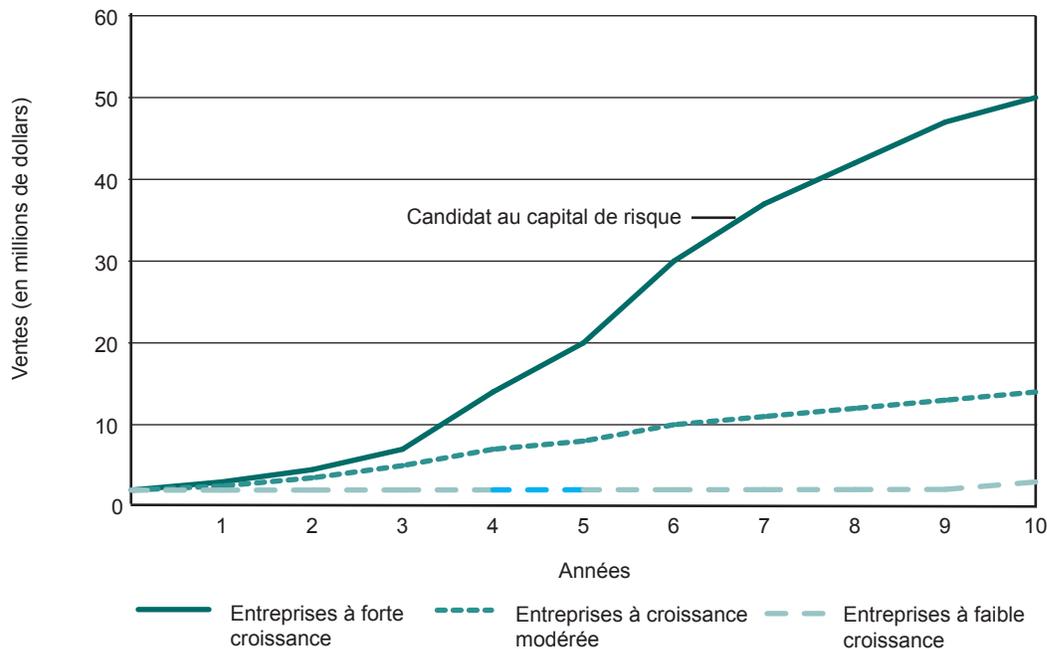
En 2004, 1 % des PME ont présenté une demande de financement par capitaux propres<sup>7</sup>.

### Profil des entreprises financées par capital de risque

- **Tendance à une forte croissance** caractérisée par une croissance potentielle et réelle rapide du chiffre d'affaires et de la part de marché, attribuable à un avantage concurrentiel et à une position dominante sur le marché.
- **Orientation internationale** caractérisée par un fort potentiel de pénétration des marchés étrangers et une croissance rapide des exportations, ou encore par des activités d'exploitation à l'étranger.
- **Taux de rendement élevé des capitaux propres** découlant d'une croissance rapide du chiffre d'affaires et d'importantes marges bénéficiaires (ou d'un fort potentiel permettant d'atteindre ces objectifs). Généralement, les investisseurs de capital de risque investissent dans des entreprises offrant un taux de rendement annuel de l'ordre de 35 à 40 % sur une période de trois à sept ans.
- **Dépenses élevées en recherche-développement** pour le développement de produits ou la création de produits uniques.
- **Équipe de gestion de calibre élevé** possédant à la fois des compétences techniques, financières et en marketing associées, idéalement, à une expérience pour réunir des fonds de capital de risque et se retirer de ce type d'investissement.
- **Structure de propriété** permettant une participation d'au moins un tiers pour chaque investisseur informel ou investisseur de capital de risque (jusqu'à concurrence de 50 %) aux premiers stades de l'entreprise.

7. Ce taux inclut les nouvelles demandes de financement et les demandes de financement supplémentaire auprès d'un investisseur, d'un fournisseur de capital de risque, d'un ami ou d'un membre de la famille en contrepartie d'une participation dans l'entreprise.

Figure 8 : Profil typique de la croissance des PME



Source : MacDonald & Associates Limited, *Early-Stage VC Investments in Canada, Some Challenges and Prospects: 2002–05*.

## Quel est le montant de l'investissement informel fourni aux PME canadiennes?

Les investisseurs informels jouent un rôle important aux premiers stades du développement des PME, en particulier lors du démarrage. On appelle investisseurs informels des particuliers qui, sans droit de regard, investissent leurs propres fonds dans une entreprise appartenant à un tiers et exploitée par ce dernier. Parmi les investisseurs informels, on compte les investisseurs providentiels<sup>8</sup> et ceux qui investissent par affection.

Selon une étude récente<sup>9</sup>, en 2001, plus de 11,4 milliards de dollars d'investissements informels ont été faits par les propriétaires d'entreprise. Sur ce montant, 3,1 milliards de dollars (26 % du total) ont été investis par des propriétaires d'entreprise sans droit de regard dans des entreprises auxquelles ils ne participaient pas en tant qu'exploitants.

8. Bien que l'on se soit efforcé de classer les investisseurs providentiels en fonction d'attributs personnels, du comportement ou de la nature de l'activité d'investissement, il n'y a pas de consensus sur les critères de classification.

9. A. Riding, *Estimating Informal Investment in Canada*, Equinox Management Consultants Ltd., mars 2005.

## Quel est le montant du financement par capital de risque fourni aux entreprises canadiennes?

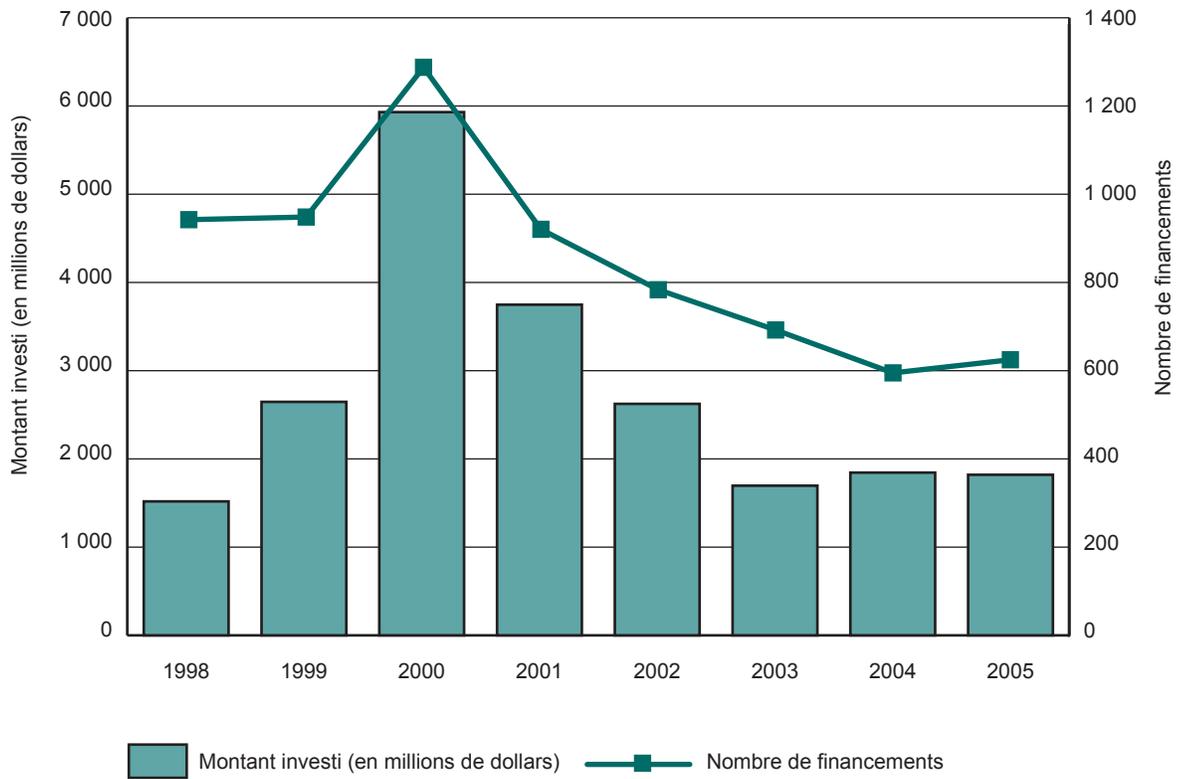
---

Le financement par capital de risque est un investissement de fonds propres à long terme dans des entreprises privées à fort potentiel de croissance, assuré et géré par des investisseurs professionnels. Ces investisseurs se regroupent habituellement en sociétés de financement par capital de risque (en formant des partenariats privés ou des sociétés fermées) qui créent un ou plusieurs fonds de capital de risque pour réunir des capitaux provenant de particuliers et d'investisseurs institutionnels. Ces fonds sont par la suite investis dans des instruments de type capitaux propres (p. ex., des actions) émis par les PME.

Le capital de risque est généralement investi au moment du démarrage ou de l'expansion de l'entreprise, mais il est important de mentionner que ce type de financement ne convient pas à toutes les PME. En effet, comme le capital de risque présente par définition un risque fort élevé pour l'investisseur, celui-ci s'attend en contrepartie à un rendement correspondant (voir l'encadré à la page 18). Par conséquent, de façon générale, seules les entreprises ayant un fort potentiel de croissance se tournent vers le capital de risque.

Les conditions d'investissement se sont resserrées en 2001, et l'activité a diminué de façon constante jusqu'en 2003. Toutefois, l'industrie canadienne du capital de risque était en expansion en 2005, investissant 1,82 milliard de dollars dans 633 entreprises, soit une hausse de 5 % du nombre de financements par rapport aux 603 entreprises de 2004, mais une baisse de 1 % dans le montant investi par rapport au montant de 1,84 milliard de dollars investi cette année-là (voir la figure 9). Bien que le nombre d'entreprises bénéficiant d'un financement constitue un fait quelque peu positif, le montant investi représente une baisse marquée par rapport à la somme de 3,7 milliards de dollars investie en 2001 et de 5,9 milliards investie pendant l'année record de 2000.

Figure 9 : Activité relative au capital de risque au Canada, de 1998 à 2005



Source : MacDonald and Associates Limited, 2005.

## Accès au financement

### Quelles sont les sources de financement utilisées par les PME à leurs différents stades de développement?

---

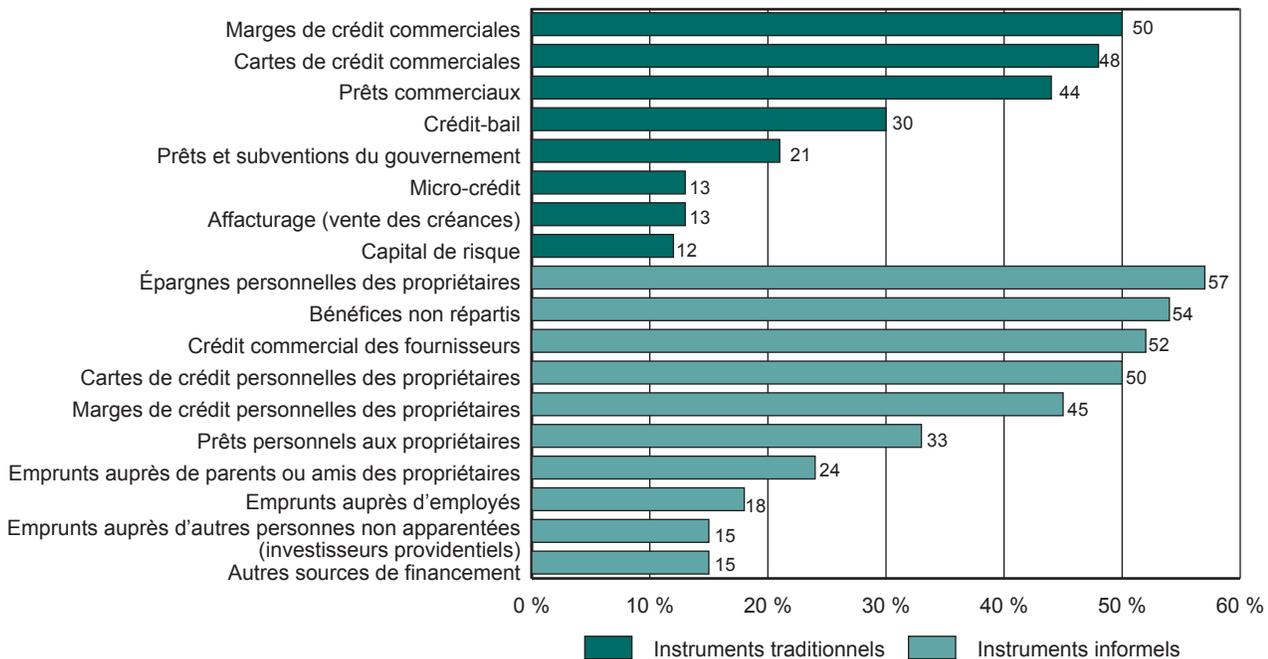
Les besoins en financement d'une entreprise évoluent à mesure que celle-ci prend son essor, si bien que les PME en démarrage n'utilisent pas les mêmes sources de financement que les PME bien établies ayant accumulé des capitaux propres et disposant de biens à affecter en garantie<sup>10</sup>. On distingue deux grandes catégories de sources de financement, traditionnelles et informelles. Le financement traditionnel, assuré par des bailleurs de fonds extérieurs ou des établissements de crédit, prend notamment la forme de prêts commerciaux et de marges de crédit. Quant au financement informel, assuré par des bailleurs de fonds autres que les établissements de crédit, il provient d'activités commerciales, notamment les bénéfices non répartis, ou des actifs des propriétaires, par exemple leurs épargnes personnelles.

En 2004, les PME ont fait appel à différents instruments de financement traditionnels pour financer leurs activités, comme le crédit commercial des fournisseurs (52 %) ainsi que les marges de crédit (50 %) et les prêts commerciaux (44 %) d'établissements financiers. Toutefois, les PME ont également eu recours à des sources de financement informelles. La figure 10 montre les différents produits de financement utilisés par toutes les PME en 2004. Comme on peut le voir, plus de la moitié (57 %) des PME ont financé leurs activités au moyen d'épargnes personnelles, suivies de près par les bénéfices non répartis (54 %).

---

10. On entend par PME en démarrage les entreprises créées à partir de rien par leurs propriétaires avant la première vente de produits ou de services entre 1996 et 2000. Les PME bien établies sont définies comme étant des PME lancées avant 1998. Lorsqu'on parle de toutes les PME, on désigne à la fois les PME en démarrage et les PME bien établies.

Figure 10 : Types d'instruments financiers utilisés par l'ensemble des PME en 2004\*



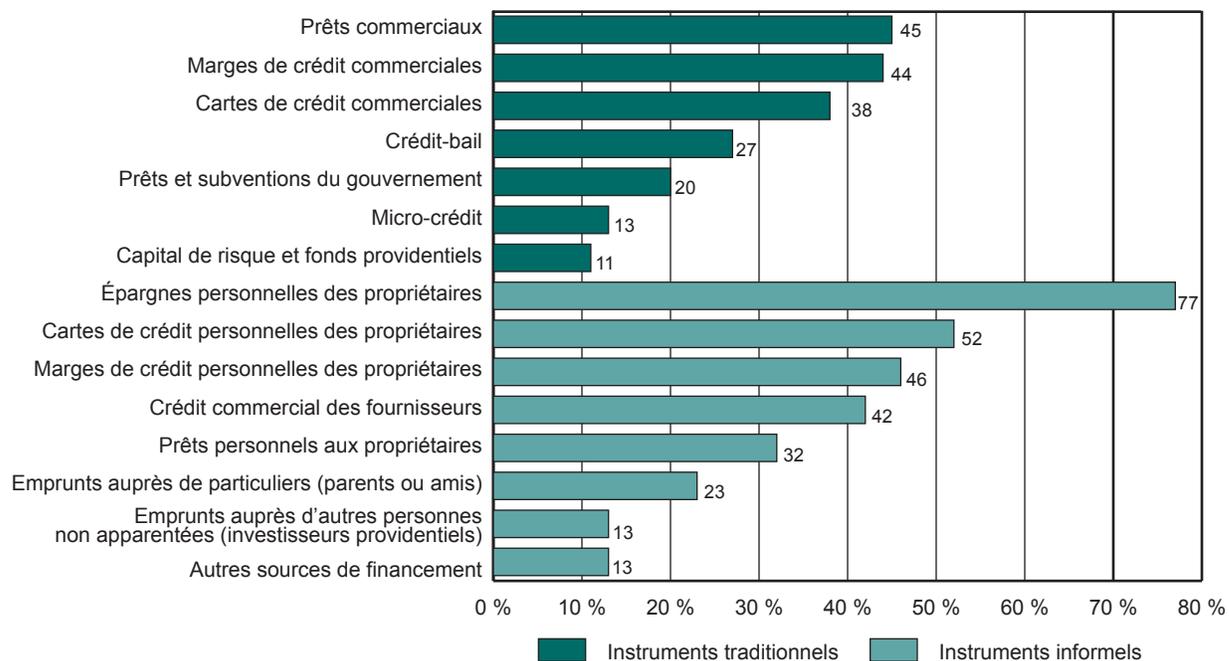
Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

\* Inclut toute source utilisée, même si elle a été autorisée ou obtenue au cours d'une année précédente. Plusieurs réponses étaient permises.

Comme les PME en démarrage n'ont généralement pas de dossier de crédit ni de biens à donner en garantie pour obtenir un prêt, elles représentent un degré de risque que de nombreux établissements financiers ne sont pas prêts à assumer. Ces PME doivent donc avoir recours à des sources de financement externes informelles et comptent sur les épargnes personnelles et le crédit personnel des propriétaires pour financer leurs activités.

Comme le montre la figure 11, 77 % des entreprises en démarrage ont eu recours aux épargnes personnelles de leurs propriétaires pour leur financement, comparativement à 57 % de l'ensemble des PME (voir la figure 10). En fait, les entreprises en démarrage, plus que les autres PME, ont eu recours à toutes les formes de crédit personnel pour financer leurs activités. Toutefois, étant donné la conjoncture économique favorable des dernières années, les PME en démarrage ont également eu recours à des sources de financement traditionnelles en 2004, 45 % bénéficiant de prêts commerciaux d'établissements financiers. L'accès aux sources de financement traditionnelles profite aux PME, car ces sources offrent plus de transparence et permettent aux petites entreprises de comparer les prix et les modalités des prêts.

Figure 11 : Types d'instruments financiers utilisés par les PME en démarrage en 2004\*



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

\* Données recueillies auprès des PME en activité en 2004, relativement à leur expérience en matière de financement au moment de se lancer en affaires en 2003 ou en 2004. Plusieurs réponses étaient permises.

## Comment les PME s'y prennent-elles pour obtenir un financement par emprunt?

---

Les PME ont généralement accès au financement par emprunt grâce à une relation de longue date avec une certaine succursale d'un établissement financier. En 2004, 64 % des propriétaires de PME ayant demandé un financement par emprunt se sont rendus personnellement dans une succursale ou se sont entretenus avec leur directeur de compte pour discuter de leur dossier (voir le tableau 3). Il s'agit d'une baisse par rapport aux 76 % de PME qui ont indiqué avoir présenté une demande en se rendant personnellement dans une succursale en 2001.

Tableau 3 : Méthodes utilisées par les PME pour faire une demande d'emprunt en 2004

Méthode	Pourcentage de demandes en 2004*
Demandes à la succursale	56
Autres demandes verbales au directeur de compte	8
Demandes par téléphone	29
Demandes par la poste ou par télécopieur	2
Demandes par Internet	4
Demandes par d'autres moyens	4

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

\* Le total des pourcentages peut ne pas être égal à 100, car certaines entreprises ont eu recours à plus d'une méthode de demande.

Par contre, l'utilisation de nouvelles technologies par les PME – façons différentes pour les consommateurs et les entreprises d'avoir accès aux services financiers, comme Internet – a grandement augmenté en 2004, 29 % des propriétaires ayant présenté une demande d'emprunt par téléphone et 4 %, par Internet. Cette situation contraste nettement avec celle qui prévalait en 2001, où seulement 13 % des PME avaient présenté leurs demandes par téléphone et moins de 1 %, par Internet.

## Quels sont les documents et les types de garanties exigés par les établissements financiers?

---

Le tableau 4 indique les types de documents exigés par les établissements financiers en 2004 dans le cadre d'une demande de financement par emprunt. Parmi les PME ayant demandé un emprunt, 82 % ont dû fournir certains documents; dans près des deux tiers des cas (61 %) elles ont dû fournir leurs états financiers. Bien que certaines entreprises n'aient été tenues de soumettre aucune information, beaucoup plus de PME ayant dû le faire ont indiqué qu'il leur avait fallu fournir davantage de documents d'appui différents en 2004 par rapport aux années antérieures.

Tableau 4 : Documents exigés par le dernier fournisseur de crédit contacté dans le cadre de la demande de financement par emprunt, 2004

Type de document exigé	2004 (%)
États financiers de l'entreprise	61
Demande officielle de financement	53
Bilan financier personnel	47
Plan d'affaires	21
Évaluation des actifs à financer	26
Prévision des flux de trésorerie	22
Tout autre document	5
Aucun document requis	18

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

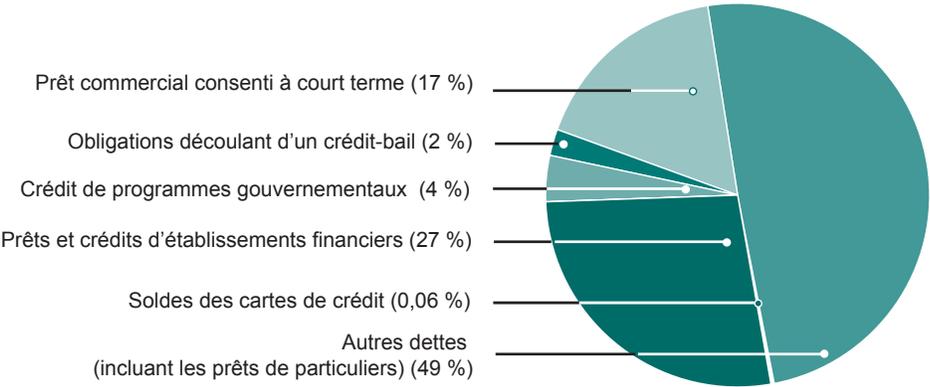
Les établissements financiers exigent souvent que les PME en quête de financement donnent des biens en garantie, comme des terrains, des immeubles ou d'autres actifs commerciaux ou personnels, ou encore une garantie de tiers. Le montant des biens exigés en garantie est directement lié au risque perçu. En 2004, plus de 40 % des PME ont dû fournir certains biens en nantissement (actifs de l'entreprise ou biens personnels du propriétaire) pour garantir leur emprunt.

# Structure financière

## Quelle est la structure financière des PME?

Comme il a déjà été mentionné, les PME ont eu recours à une large gamme d'instruments financiers traditionnels et informels en 2004. La figure 12 indique que les sources d'emprunt informelles, c'est-à-dire les prêts de particuliers et le crédit commercial des fournisseurs, occupent une place tout aussi importante que les sources traditionnelles dans la structure d'endettement des PME. En 2004, les modes de financement informels représentaient environ les deux tiers (66 %) du montant des emprunts en cours des PME canadiennes. Il s'agit là d'un montant nettement plus élevé que celui des emprunts en cours auprès des établissements financiers traditionnels, notamment les banques à charte, les coopératives d'épargne et de crédit, les caisses populaires, les organismes gouvernementaux et les autres bailleurs de fonds. À quelques rares exceptions près, la structure financière des PME est assez uniforme dans toutes les régions du Canada.

Figure 12 : Répartition moyenne des prêts en cours des PME en 2004, selon le type de fournisseur



Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

# Caractéristiques des propriétaires et de la situation financière des PME

## Tendances démographiques dans l'entrepreneuriat canadien

Au cours des 20 dernières années, le profil des entrepreneurs canadiens s'est grandement diversifié (voir la figure 13). Les femmes, en particulier, sont de plus en plus nombreuses à accepter les risques de l'entrepreneuriat et à bénéficier des avantages qui en découlent; elles sont donc désormais propriétaires ou copropriétaires de plus de 47 % des PME.

À mesure que la population canadienne continuera de vieillir, les jeunes joueront un rôle de plus en plus important dans la croissance des petites entreprises. D'après la Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC), plus de 500 000 entrepreneurs canadiens vont prendre leur retraite au cours des cinq prochaines années, suivis de 30 % supplémentaires d'ici 2020<sup>11</sup>.

Les entrepreneurs appartenant aux minorités visibles ont également un effet perceptible sur l'économie canadienne pour ce qui est de la croissance, de l'innovation et de la création d'emplois. La population canadienne appartenant aux minorités visibles a plus que triplé en 20 ans, passant de 1,1 million en 1981 à près de 4 millions en 2001 (13 % de la population). Selon le Conference Board du Canada, les minorités visibles constitueront d'ici 2016 environ 20 % de la population canadienne et 18 % de la main-d'œuvre<sup>12</sup>.

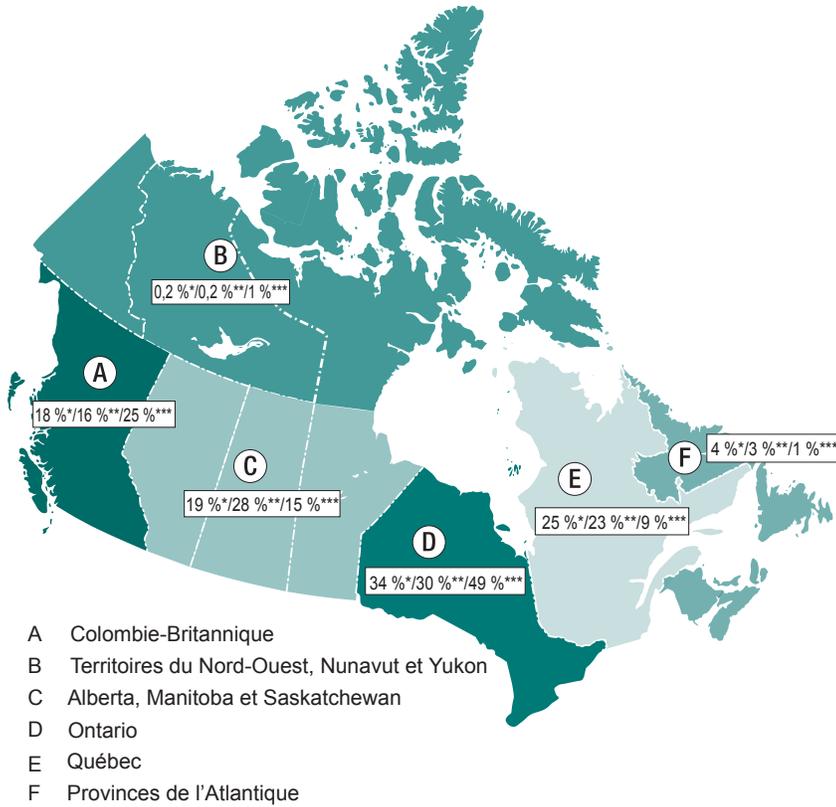
### *Incidence économique des tendances démographiques, 2004*

- Sur 1,4 million de PME canadiennes :
  - 201 000 appartenaient exclusivement à des femmes entrepreneures (15 % des PME);
  - 39 000 appartenaient majoritairement à des entrepreneurs de moins de 30 ans (3 % des PME);
  - 98 000 appartenaient majoritairement à des entrepreneurs membres d'une minorité visible (7 % des PME).
- Les PME appartenant à des femmes employaient près de 380 000 personnes.
- Parmi les PME exportatrices, 7 % appartenaient à des femmes, 7 % à des membres d'une minorité visible et 4 % à des jeunes.
- Parmi les entrepreneurs ayant investi dans la R-D, 32 % étaient des femmes, 31 %, des membres d'une minorité visible et 27 %, des jeunes.

11. CIBC World Markets. *Are Canadian Entrepreneurs Ready for Retirement?*, Banque Canadienne Impériale de Commerce, 2005.

12. P. Antunes, J. MacBride-King et J. Swettenham. *Making a Visible Difference: The Contribution of Visible Minorities to Canadian Economic Growth*, Conference Board du Canada, 2004.

Figure 13 : Répartition régionale des femmes, des membres d'une minorité visible et des jeunes parmi les entrepreneurs, 2004



\* Pourcentage de PME appartenant à des femmes

\*\* Pourcentage de PME appartenant à des jeunes

\*\*\* Pourcentage de PME appartenant à des membres d'une minorité visible

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Tableau 5 : Taux de demande et d'approbation du financement selon les caractéristiques des propriétaires, 2004

	Financement par emprunt		Location-acquisition*		Financement par capitaux propres	
	Demande	Approbation	Demande	Approbation	Demande	Approbation
	%		%		%	
Toutes les petites et moyennes entreprises						
	18,5	81,4	3,2	96,3	1,2	46,0
Sexe du propriétaire						
Appartenant exclusivement à des femmes	12,6	73,9	—	89,3	1,1	—
Association hommes-femmes	22,2	83,5	2,7	98,0	0,7	—
Appartenant exclusivement à des hommes	17,4	81,8	3,8	95,9	1,0	44,7
Âge du propriétaire majoritaire						
Moins de 30 ans	21,4	81,5	1,7	99,3	—	—
De 30 à 39 ans	24,1	77,9	4,7	98,2	1,5	—
De 40 à 49 ans	19,6	80,8	3,9	97,1	1,5	47,0
De 50 à 64 ans	17,8	83,1	2,5	92,8	1,1	—
65 ans et plus	7,6	89,2	1,1	—	0,5	—
Appartenance ethnique du propriétaire majoritaire						
Membre d'une minorité visible	16,5	71,3	1,4	—	0,5	87,6
Autres PME	18,7	82,1	3,3	—	1,3	44,9

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la faible qualité des données.

## Femmes entrepreneures

---

Les PME appartenant entièrement à des femmes entrepreneures sont généralement plus petites que celles appartenant à des hommes et elles se concentrent dans les industries des services. Les micro-entreprises (moins de cinq employés) représentent 90 % des entreprises appartenant à des femmes, par rapport à 83 % de celles appartenant à des hommes. Les deux secteurs qui sont les principaux moteurs de la croissance économique et de l'innovation au Canada – industrie du savoir et fabrication – ont attiré seulement 4 % des femmes entrepreneures en 2004.

On a également constaté qu'un nombre important de femmes administraient les plus petites entreprises canadiennes, quoique les plus nombreuses – celles des travailleurs autonomes. Sur les 2,4 millions de travailleurs autonomes canadiens en 2004, plus de 830 000 étaient des femmes<sup>13</sup>. Au cours de la dernière décennie, le nombre de travailleuses autonomes a augmenté de 24 %, soit une hausse relativement plus forte que celle de 19 % enregistrée par les hommes.

En 2004, les femmes entrepreneures avaient moins tendance que les hommes à s'adresser à des établissements financiers pour obtenir un prêt. Ces taux de demande plus faibles ne sont pas dus à un problème d'accès; 91 % des femmes propriétaires d'entreprise ont plutôt signalé que le financement externe n'était pas nécessaire, et 6 % avaient l'impression que leur demande serait rejetée et évitaient donc de solliciter les établissements financiers.

Les femmes entrepreneures ayant présenté une demande d'emprunt en 2004 étaient un peu moins nombreuses que les hommes à voir leur demande approuvée, le taux d'approbation étant de 74 % pour les femmes comparativement à 82 % pour les hommes (voir le tableau 5). La recherche a montré que ce taux était principalement lié au secteur dans lequel elles évoluaient plutôt qu'à leur sexe. Les modalités du financement accordé étaient toutefois similaires pour les deux groupes. Les établissements financiers ont obligé 31 % des PME appartenant à des femmes à donner en garantie des biens personnels (par rapport à 38 % pour les hommes) et ont demandé des cosignataires pour 9 % des demandes présentées par les femmes (par rapport à 8 % pour celles des hommes).

---

13. Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0012 et n° 89F0133XIE au catalogue.

## Jeunes entrepreneurs

---

Les PME appartenant à des jeunes possèdent plusieurs caractéristiques susceptibles d'entraver leur accès au financement, notamment :

- leur entreprise est plus jeune (76 % ont été créées au cours des cinq dernières années) et peut être considérée comme présentant un risque plus élevé (c'est-à-dire qu'elle a moins d'antécédents en matière de crédit); les entreprises appartenant à des jeunes se concentrent un peu plus dans l'industrie du savoir (et possèdent souvent moins d'immobilisations corporelles à donner en garantie); et elles ont souvent une croissance plus forte (ce qui est associé à un risque financier plus élevé);
- leur entreprise est relativement plus petite et moins bien établie que les PME appartenant aux autres groupes dans leur secteur d'activité;
- quoique financièrement viable, leur entreprise n'obtient pas d'aussi bons résultats que celles appartenant à des entrepreneurs plus âgés;
- les jeunes entrepreneurs possèdent moins d'années d'expérience en gestion.

Par ailleurs, nombre de ces facteurs accroissent également les besoins en capitaux des PME appartenant à des jeunes. En tant que jeunes entreprises en pleine croissance, ces PME ont un taux de demande de financement légèrement plus élevé que celles dont les propriétaires ont plus de 40 ans (21 % par rapport à 18 %). En 2004, le taux d'approbation du financement était similaire pour les jeunes entrepreneurs et pour les propriétaires plus âgés, ce qui constitue une légère amélioration par rapport à 2000, où seulement 78 % des demandes de crédit des jeunes entrepreneurs étaient approuvées (par rapport à 82 % pour les entrepreneurs plus âgés). Le taux d'approbation plus faible est peut-être dû en partie au fait que les jeunes entrepreneurs font affaire depuis moins d'années avec un établissement financier – en moyenne, les jeunes entrepreneurs traitent avec leur principal établissement financier depuis quatre ans seulement – et au manque d'antécédents en matière de crédit. Il s'ensuit peut-être que les PME appartenant à des jeunes financent leurs activités au moyen de méthodes informelles, comme les épargnes personnelles, le crédit personnel et les emprunts auprès d'amis ou de parents, dans une proportion souvent plus grande que les entreprises appartenant à des entrepreneurs plus âgés (voir le tableau 5).

## Entrepreneurs membres d'une minorité visible

---

Bien que les entrepreneurs membres d'une minorité visible n'aient pas signalé l'accès au financement comme leur principale préoccupation, ils demeuraient en 2004 plus nombreux que les autres à considérer qu'il s'agissait d'un grave problème. En fait, 29 % des propriétaires de PME membres d'une minorité visible ont mentionné que le manque de financement constituait un obstacle important à la croissance et à l'expansion de leur entreprise, par rapport à 19 % seulement des autres propriétaires d'entreprise. Des recherches plus approfondies s'avèrent nécessaires pour déterminer l'impact du secteur d'activité sur cet écart.

L'activité de financement des PME appartenant à un membre d'une minorité visible en 2004 montre pourquoi l'accès au financement peut poser problème. Bien que la demande de financement soit similaire pour tous les propriétaires de PME, les entrepreneurs membres d'une minorité visible étaient bien moins susceptibles de voir leur demande de financement approuvée, le taux d'approbation étant de 71 % par rapport à 82 % pour les autres PME (voir le tableau 5). De plus, parmi les entrepreneurs membres d'une minorité visible qui n'ont pas demandé de financement, un nombre appréciable (10 %) affirmaient avoir omis de le faire en raison des difficultés associées au processus de présentation des demandes, par rapport à 3 % des autres PME.

La grande majorité des demandes de financement présentées par les propriétaires membres d'une minorité visible étaient adressées aux banques à charte (76 % par rapport à 63 % pour les autres entrepreneurs). Ceci s'explique en partie par la plus grande part du marché détenue par les banques dans tout l'Ontario et toute la Colombie-Britannique, en particulier dans les centres urbains de ces régions, où on trouve une plus grande concentration de membres de minorités visibles (voir la figure 13).

En ce qui a trait aux demandes d'emprunt approuvées en 2004, les entrepreneurs membres d'une minorité visible ont bénéficié des mêmes conditions que les autres propriétaires de PME. Quarante-trois pour cent des demandeurs ont déposé des biens personnels en garantie, 44 % ont donné des actifs de l'entreprise et 11 % ont dû obtenir la signature de cosignataires (par rapport à 42 %, 41 % et 6 % respectivement pour les autres PME).

## Annexe : Tableaux récapitulatifs

Tableau I : Proportion de PME ayant demandé un prêt et taux d'approbation, 2004

		Taux de demande (%)	Taux d'approbation (%)
Zone rurale ou urbaine	rurale	26	88
	urbaine	16	77
Activités d'exportation ou non	Exportateur	28	76
	Non-exportateur	18	82
Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou services	2003-2004	30	76
	1999-2002	15	77
	avant 1999	19	84
Participation de femmes à la propriété	0 %	17	82
	de 1 à 49 %	25	82
	50 %	22	84
	de 51 % à 100 %	23	80
	100 %	13	74
Propriétaires majoritaires, selon le groupe d'âge	moins de 30 ans	21	82
	de 30 à 39 ans	24	78
	de 40 à 49 ans	20	81
	de 50 à 64 ans	18	83
	65 ans ou plus	8	89
Innovation	Non-innovateur (20 % ou moins des dépenses en R-D)	18	83
	Innovateur (plus de 20 % des dépenses en R-D)	31	56

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Tableau II : Pourcentage des PME ayant eu recours au financement en 2004, par type d'instrument\*

	Prêts commerciaux d'établissements financiers	Marges de crédit d'établissements financiers	Cartes de crédit commerciales	Prêts et subventions du gouvernement	Bénéfices non répartis	Crédit commercial des fournisseurs	Crédit-bail	Emprunts auprès d'employés	Emprunts auprès d'amis et de parents des propriétaires	Épargnes personnelles des propriétaires	Marges de crédit personnelles des propriétaires	Cartes de crédit personnelles des propriétaires	Emprunts auprès de personnes non associées à l'entreprise et non apparentées à son propriétaire (investisseurs providentiels)	Capital de risque	Autres sources de financement
Toutes les PME	44,1	50,2	48,4	20,9	53,7	51,9	30,4	17,7	24,2	56,9	45,2	50,0	15,1	12,4	14,9
<b>PME, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés à temps plein)</b>															
0	36,3	41,1	38,2	18,0	48,0	41,4	23,6	18,3	21,3	58,5	44,9	48,5	13,1	11,5	12,7
de 0,5 à 4	49,4	55,6	55,7	22,5	53,8	56,8	31,4	14,9	23,6	57,7	49,2	54,7	17,1	12,8	16,7
de 5 à 19	55,3	66,9	65,9	25,9	71,4	74,5	50,6	22,3	37,2	50,8	40,4	48,2	18,0	14,1	17,4
de 20 à 99	75,3	77,7	72,2	32,6	72,1	83,0	47,7	—	22,9	49,3	28,2	31,2	—	13,2	21,7
de 100 à 499	79,4	94,5	68,1	—	93,9	87,8	75,8	—	—	—	—	—	—	34,8	—
<b>Industrie</b>															
Agriculture ou secteur primaire	70,5	70,6	47,1	30,0	59,5	42,0	22,6	—	18,4	59,4	39,6	43,9	—	9,4	—
Fabrication	47,5	56,6	54,2	23,8	56,5	74,8	43,8	16,0	33,8	60,6	49,5	58,9	20,3	17,3	19,2
Commerce de gros et de détail	43,1	55,3	49,1	21,9	62,1	74,8	37,7	23,0	29,2	66,7	49,1	53,2	19,7	14,3	17,8
Services professionnels	23,5	39,3	40,3	13,2	56,4	37,0	25,5	15,2	14,8	52,1	39,0	52,4	10,6	9,8	—
Industrie du savoir	20,0	34,5	40,4	16,9	52,5	35,5	24,7	22,8	22,4	57,2	44,1	58,6	17,6	16,1	18,0
Tourisme	50,6	50,1	49,5	16,5	44,4	45,5	27,8	10,2	24,5	62,0	42,8	49,3	11,4	8,0	10,5
Autres industries	44,1	46,5	51,2	20,9	49,3	51,1	31,1	18,4	25,8	52,2	47,5	47,6	15,0	13,0	16,7
<b>Région</b>															
Atlantique	58,8	63,8	56,1	23,1	56,2	61,5	36,5	15,6	22,8	53,2	42,4	50,4	14,0	10,0	16,5
Québec	54,2	58,4	50,2	28,7	46,0	50,3	31,9	24,3	28,0	61,2	43,2	46,0	24,5	22,4	20,2
Ontario	34,5	40,9	45,6	16,2	50,9	47,8	28,2	15,7	24,5	54,7	47,1	47,7	10,6	8,1	13,3
Prairies	53,3	58,3	48,3	23,8	59,3	56,1	32,1	17,6	23,2	56,3	43,5	53,1	16,5	13,9	14,5
Colombie-Britannique	38,0	47,9	50,6	18,1	62,3	55,2	29,5	—	19,9	59,3	46,4	56,6	—	9,1	—
Territoires	48,7	45,3	51,3	—	58,9	56,7	39,8	—	—	66,3	53,7	72,5	—	19,2	—
<b>Zone rurale ou urbaine</b>															
Rurale	59,8	63,8	50,0	23,6	56,8	55,3	28,9	16,2	23,8	55,5	45,4	50,8	15,8	12,8	11,5
Urbaine	38,4	45,4	47,9	19,9	52,5	50,7	31,0	18,2	24,3	57,5	45,2	49,7	14,9	12,2	16,1

(suite à la page 36)

(suite de la page 35)

	Prêts commerciaux d'établissements financiers	Marges de crédit d'établissements financiers	Cartes de crédit commerciales	Prêts et subventions du gouvernement	Bénéfices non répartis	Crédit commercial des fournisseurs	Crédit-bail	Emprunts auprès d'employés	Emprunts auprès d'amis et de parents des propriétaires	Épargnes personnelles des propriétaires	Marges de crédit personnelles des propriétaires	Cartes de crédit personnelles des propriétaires	Emprunts auprès de personnes non associées à l'entreprise et non apparentées à son propriétaire (investisseurs providentiels)	Capital de risque	Autres sources de financement
<b>Activités d'exportation ou non</b>															
Exportateur	48,7	60,0	66,4	26,1	74,7	70,9	38,2	13,9	31,4	73,4	51,9	67,1	14,7	12,1	—
Non-exportateur	41,7	51,2	52,2	22,5	56,4	50,9	32,7	20,6	24,4	58,9	46,5	51,1	14,5	12,9	14,9
<b>Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou services</b>															
2003-2004	42,4	48,2	42,3	—	53,6	55,8	27,3	—	24,6	73,2	45,3	64,0	—	8,3	—
1999-2002	37,6	45,0	43,9	17,5	45,6	47,0	25,9	16,4	21,9	51,5	46,3	56,4	15,0	13,0	17,6
Avant 1999	47,1	52,8	51,0	22,9	57,2	53,7	32,7	19,0	25,2	57,9	44,8	45,9	15,6	12,5	13,8
<b>Participation de femmes à la propriété</b>															
0 %	41,1	54,0	53,2	24,6	54,9	51,8	36,8	22,0	24,8	61,6	50,2	55,6	16,3	14,6	15,5
de 1 à 49 %	45,1	52,4	59,8	18,4	60,1	67,3	36,7	—	29,0	51,4	38,1	42,3	—	7,5	—
50 %	47,3	55,4	55,4	20,1	64,4	52,0	27,7	18,2	22,7	62,9	47,3	51,7	—	11,4	16,6
de 51 % à 100 %	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100 %	36,4	38,5	47,7	—	59,7	42,8	—	—	—	61,2	45,3	54,4	—	—	—
<b>Propriétaires majoritaires, selon le groupe d'âge</b>															
moins de 30 ans	61,2	77,8	54,5	—	70,3	63,5	47,5	—	42,9	71,0	57,1	70,4	—	14,7	—
de 30 à 39 ans	52,2	51,0	47,4	28,8	61,2	56,3	31,8	17,1	33,9	52,4	40,3	48,3	24,3	16,8	26,2
de 40 à 49 ans	40,2	51,1	56,4	26,3	51,8	49,7	35,4	23,3	25,3	62,5	49,6	55,9	12,1	13,5	13,5
de 50 à 64 ans	42,7	56,3	53,9	17,6	63,3	59,1	34,9	18,9	22,9	61,5	48,5	50,8	13,6	10,7	13,5
65 ou plus	—	38,5	51,3	—	59,4	38,1	—	—	—	57,3	39,9	50,0	—	12,5	—
<b>Innovation</b>															
Non-innovateur (20 % ou moins des dépenses en R-D)	43,2	53,2	53,2	23,2	57,5	53,6	34,2	20,3	25,3	59,1	46,1	51,3	15,1	13,4	15,7
Innovateur (plus de 20 % des dépenses en R-D)	—	—	64,8	—	74,4	—	—	—	—	86,2	66,4	82,0	—	1,9	—

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

\*Inclut toute source utilisée, qu'elle ait été autorisée ou obtenue ou non au cours d'une année antérieure.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.

Tableau III : Montant des prêts commerciaux autorisé et exigible, selon la catégorie d'autorisation, au 31 décembre 2004

	Banques canadiennes	Autres banques	Coopératives d'épargne et de crédit et caisses populaires	Sociétés de financement	Gestionnaires de portefeuilles, sociétés de capital de risque et fonds fiduciaires	Sociétés d'assurances	Sociétés de crédit-bail	Total – Tous les fournisseurs
<b>MOINS DE 25 000 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	4 265,5	400,4	1 948,6	1 073,4	24,2	—	—	7 894,3
Montants exigibles (millions de dollars)	1 865,3	296,0	1 027,8	535,1	12,0	—	—	3 911,2
Nombre de clients (milliers)	573,3	30,2	164,1	132,4	1,4	—	—	911,2
<b>DE 25 000 \$ À 49 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	4 607,9	401,6	2 852,1	1 141,1	11,1	14,4	18,2	9 046,4
Montants exigibles (millions de dollars)	2 527,4	274,9	1 665,9	752,6	5,6	9,5	9,8	5 245,7
Nombre de clients (milliers)	138,7	11,7	80,4	36,0	0,3	0,4	0,6	268,1
<b>DE 50 000 \$ À 99 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	9 587,6	798,1	5 241,7	2 177,6	18,3	—	—	17 991,0
Montants exigibles (millions de dollars)	5 313,6	558,2	3 267,3	1 526,1	12,2	—	—	10 819,1
Nombre de clients (milliers)	149,8	12,0	75,3	36,7	0,3	—	—	276,2
<b>DE 100 000 \$ À 249 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	16 809,7	2 050,9	11 112,8	7 879,7	150,3	384,6	9,2	38 397,0
Montants exigibles (millions de dollars)	10 470,8	1 549,2	7 347,9	5 775,9	107,6	253,3	3,4	25 508,1
Nombre de clients (milliers)	118,2	13,1	71,4	57,5	0,9	1,9	0,1	263,2
<b>DE 250 000 \$ À 499 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	16 473,4	2 294,2	8 167,4	8 786,9	307,8	319,2	17,1	36 365,9
Montants exigibles (millions de dollars)	10 856,0	1 696,3	5 693,3	6 560,8	235,0	233,1	4,6	25 279,1
Nombre de clients (milliers)	49,7	6,7	23,7	30,5	0,7	0,8	0,1	112,2
<b>DE 500 000 \$ À 999 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	19 962,0	2 929,1	7 254,1	9 434,0	377,3	1 156,9	15,6	41 129,1
Montants exigibles (millions de dollars)	13 001,8	2 046,2	4 943,4	7 065,4	308,2	906,9	4,3	28 276,3
Nombre de clients (milliers)	30,5	4,3	10,7	16,1	0,5	1,4	0,0	63,5
<b>TOTAL PARTIEL DES PME</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	71 706,1	8 874,3	36 576,7	30 492,7	889,0	1 875,1	60,1	150 823,7
Montants exigibles (millions de dollars)	44 034,9	6 420,8	23 945,6	22 215,9	680,6	1 402,8	22,1	99 039,5
Nombre de clients (milliers)	1 060,2	78,0	425,6	309,2	4,1	4,5	0,8	1 894,4

(suite à la page 38)

(suite de la page 37)

	Banques canadiennes	Autres banques	Coopératives d'épargne et de crédit et caisses populaires	Sociétés de financement	Gestionnaires de portefeuilles, sociétés de capital de risque et fonds fiduciaires	Sociétés d'assurances	Sociétés de crédit-bail	Total – Tous les fournisseurs
<b>DE 1 000 000 \$ À 4 999 999 \$</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	61 543,9	11 090,6	13 173,8	17 606,3	2 061,9	14 857,8	144,4	120 478,7
Montants exigibles (millions de dollars)	39 260,1	6 882,2	8 434,1	13 771,1	1 875,2	11 519,0	86,8	81 828,6
Nombre de clients (milliers)	33,7	5,0	6,9	12,3	0,9	5,1	0,1	64,1
<b>5 000 000 \$ OU PLUS</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	389 329,8	82 815,8	10 212,9	15 741,3	7 195,1	27 766,1	892,6	533 953,7
Montants exigibles (millions de dollars)	112 731,6	31 204,1	4 397,0	12 010,9	4 784,2	25 258,6	157,4	190 543,6
Nombre de clients (milliers)	12,7	3,3	0,8	1,9	0,4	1,8	0,1	21,0
<b>TOTAL — TOUS LES CLIENTS</b>								
Montants autorisés (millions de dollars)	522 579,8	102 780,7	59 963,5	63 840,3	10 146,0	44 752,4	1 193,5	805 256,2
Montants exigibles (millions de dollars)	196 026,6	44 507,1	36 776,7	47 997,9	7 339,9	38 413,6	349,9	371 411,6
Nombre de clients (milliers)	1 106,8	86,2	433,3	323,5	5,4	18,9	5,3	1 979,5

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2004.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.

Tableau IV : Proportion de PME ayant demandé un crédit-bail et taux d'approbation, 2004

		Taux de demande (%)	Taux d'approbation (%)
Toutes les PME		3	96
PME selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés en équivalents temps plein)	0	2	98
	de 0,5 à 4	3	95
	de 5 à 19	7	97
	de 20 à 99	10	92
	de 100 à 499	—	99
Industrie	Agriculture et secteur primaire	5	100
	Fabrication	5	97
	Commerce de gros et de détail	2	96
	Services professionnels	1	—
	Industrie du savoir	2	98
	Tourisme	2	98
	Autres secteurs	4	95
Région	Atlantique	3	94
	Québec	3	97
	Ontario	2	98
	Prairies	5	99
	Colombie-Britannique	4	88
	Territoires	3	—
Zone rurale ou urbaine	rurale	5	99
	urbaine	3	94
Activités d'exportation ou non	Exportateur	5	98
	Non-exportateur	3	96
Année où l'entreprise a commencé à vendre des produits ou services	2003-2004	4	95
	1999-2002	2	97
	avant 1999	4	96
Participation de femmes à la propriété	0 %	4	96
	de 1 à 49 %	5	97
	50 %	3	98
	de 51 % à 100 %	2	99
	100 %	—	89
Propriétaires majoritaires, selon le groupe d'âge	moins de 30 ans	2	99
	de 30 à 39 ans	5	98
	de 40 à 49 ans	4	97
	de 50 à 64 ans	3	93
	65 ans ou plus	1	—
Innovation	Non-innovateur (20 % ou moins des dépenses en R-D)	3	96
	Innovateur (plus de 20 % des dépenses en R-D)	5	98

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.

Tableau V : Montant du crédit-bail autorisé et exigible, selon la catégorie d'autorisation, au 31 décembre 2004

	Banques canadiennes	Sociétés de financement	Sociétés de crédit-bail	Tous les autres fournisseurs	Total — Tous les fournisseurs
<b>MOINS DE 25 000 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	—	—	1 400,6	—	3 281,0
Montants exigibles (millions de dollars)	—	—	581,3	—	1 625,6
Nombre de clients (milliers)	2,4	206,3	86,0	3,1	297,9
<b>DE 25 000 \$ À 49 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	73,8	5 025,8	920,0	57,5	6 077,1
Montants exigibles (millions de dollars)	29,3	2 843,2	539,1	39,0	3 450,7
Nombre de clients (milliers)	1,6	142,5	23,4	1,4	168,9
<b>DE 50 000 \$ À 99 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	147,5	1 643,1	1 330,6	79,7	3 201,0
Montants exigibles (millions de dollars)	75,7	995,5	856,8	53,9	1 981,9
Nombre de clients (milliers)	1,7	22,7	18,3	1,0	43,7
<b>DE 100 000 \$ À 249 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	372,3	2 165,5	321,8	148,7	3 008,3
Montants exigibles (millions de dollars)	212,1	1 335,5	199,7	108,4	1 855,6
Nombre de clients (milliers)	1,9	12,8	2,1	0,9	17,7
<b>DE 250 000 \$ À 499 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	417,5	1 400,5	291,9	163,4	2 273,3
Montants exigibles (millions de dollars)	243,6	922,1	174,2	133,5	1 473,4
Nombre de clients (milliers)	1,0	3,6	0,8	0,5	5,9
<b>DE 500 000 \$ À 999 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	626,9	1 410,3	277,1	220,0	2 534,2
Montants exigibles (millions de dollars)	361,4	975,0	158,5	192,5	1 687,4
Nombre de clients (milliers)	0,7	1,7	0,4	0,3	3,1
<b>DE 1 000 000 \$ À 4 999 999 \$</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	1 500,0	3 964,2	668,5	482,3	6 615,1
Montants exigibles (millions de dollars)	917,6	2 486,4	382,7	451,1	4 237,7
Nombre de clients (milliers)	0,6	1,5	0,4	0,2	2,7
<b>5 000 000 \$ OU PLUS</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	—	—	871,3	—	8 682,0
Montants exigibles (millions de dollars)	—	—	535,3	301,7	5 829,4
Nombre de clients (milliers)	0,1	0,1	0,1	0,0	0,3
<b>TOTAL — TOUS LES CLIENTS</b>					
Montants autorisés (millions de dollars)	5 066,2	22 983,6	6 081,8	1 540,4	35 672,0
Montants exigibles (millions de dollars)	3 132,7	14 260,2	3 427,7	1 321,3	22 141,8
Nombre de clients (milliers)	10,0	391,3	131,4	7,5	540,2

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises*, 2004.

Note : Les tirets indiquent que les estimations ont été supprimées afin de satisfaire aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique* ou à cause de la mauvaise qualité des données.